

Daniel Jebrac (Daniel Bensaïd)

**Brésil**

## **Un entretien avec Luis Inacio Da Silva, « Lula »**

*Au Brésil, les élections sont toujours prévues pour le mois de novembre 1982. Il devrait y avoir quatre élections, pas moins : les municipales, les législatives, les sénatoriales et les premières élections des gouverneurs des États depuis l'instauration de la dictature militaire, le 1<sup>er</sup> avril 1964. Quand on les interroge à ce sujet, les membres du gouvernement affirment qu'il n'est pas permis de douter de la tenue de ces élections... puisque le président, le général Joao Baptista Figueiredo en personne, a engagé sa parole.*

*Pourtant, à huit mois à peine de la consultation, on ne sait toujours pas quelle sera la règle du jeu définitive. Le gouvernement la modifie à sa convenance, semaine après semaine, de pacote (littéralement « paquet », désignant les décrets sur le mode de scrutin) en pacotons (petits paquets), pour s'assurer la victoire. Le pacote de novembre est un exemple du cynisme absolu de la dictature :*

*– D'une part, il établit le « vote lié », c'est-à-dire l'obligation faite à tous les électeurs de voter pour la même liste aux quatre élections. Comme seuls les partis reconnus par la loi ont le droit de présenter des candidats, cela revient à contraindre chaque électeur à choisir un parti et un seul à tous les niveaux. Presque une affiliation forcée.*

*– D'autre part, il interdit les coalitions, ce qui veut dire que des accords locaux ou des listes panachées entre deux partis seront invalidés.*

*Ces deux dispositions visent à morceler les différentes oppositions pour renforcer les chan-*

*ces du parti au pouvoir, le Parti démocrate-social (PDS), que les sondages donnent – pour le moment – largement perdant dans tous les principaux États.*

*En riposte au pacote de novembre, les deux grands partis bourgeois d'opposition, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) et le Parti populaire (PP) viennent de tenir un congrès de fusion le 14 février dernier. Cette fusion met encore davantage en évidence le caractère bourgeois de cette opposition. Le PP est en effet couramment considéré au Brésil comme « le parti des banquiers ». Il a à sa tête nombre de vieux politiciens qui ont été parmi les têtes pensantes du coup d'État de 1964, comme Magalhaes Pinto. Et il était apparu dans le projet initial de l'« ouverture », en 1979-1980, comme une roue de secours pour le régime, avec la possibilité de former une coalition majoritaire avec le parti au pouvoir.*

*La dictature n'a pas encore dit son dernier mot. Elle menace d'interdire de fait cette fusion en faisant appel au tribunal électoral. Seuls seraient validés les candidats appartenant depuis plus d'un an à un parti, ce qui écarterait les candidats d'un parti né d'une fusion à huit mois des élections... Il suffisait d'y penser.*

*Quant aux candidatures de militants syndicalistes, comme celle de « Lula » à Sao Paulo ou celle d'Olivio Dutra à Porto Alegre, l'incertitude demeure. Les dirigeants syndicaux suspendus de leurs fonctions pour fait de grève pourraient se présenter. Seuls seraient invalidés les militants condamnés en vertu de la loi de sécurité nationale (LSN) à titre définitif, c'est-à-dire après l'épuisement de toutes les procédures d'appel. Par exemple, « Lula », le président du Parti des travailleurs (PT), est bien condamné, mais il a engagé une procédure d'appel. Il ne pourra être invalidé qu'après la conclusion de cette procédure, en fonction de la hâte ou de la*

*lenteur de la justice, autrement dit du bon vouloir de la dictature, qui attend le dernier moment pour décider si une candidature d'opposition supplémentaire peut la servir ou lui nuire en termes de calculs électoraux.*

*Dans le PT, ces péripéties ont provoqué une réaction inverse à celle qui a poussé le PP et le PMDB à la fusion. Elles ont confirmé que l'« ouverture » restait entre les mains de la dictature et que les dés de ces élections étaient largement pipés. Elles ont renforcé le puissant courant de la base en faveur de candidatures propres du parti à tous les niveaux et contre les coalitions politiciennes avec les partis bourgeois. Ainsi, le congrès du PT de l'État de Sao Paulo a-t-il désigné le 23 janvier Luis Inacio da Silva, « Lula », comme candidat du parti au poste de gouverneur de cet État.*

*Nous avons rencontré « Lula » au lendemain même de cette désignation et nous l'avons interrogé sur les problèmes que soulèverait sa candidature, ainsi que sur ses réactions face au coup de force militaire de la bureaucratie polonaise contre Solidarité. C'est cette interview que nous publions ci-dessous.*

18 février 1982.

**Daniel Jebrac :** *Depuis le pacote électoral adopté par le gouvernement en novembre dernier, est venue à l'ordre du jour la discussion sur la possibilité d'une « fermeture » politique à court terme. Qu'est-ce que tu penses de cette hypothèse et que penses-tu que le PT pourrait faire contre cette menace au cours de sa campagne ?*

**Luis Inacio Da Silva, « Lula » :** *Voyons... Tout d'abord, je ne crois pas qu'il existe actuellement les conditions pour un durcissement du régime militaire. Je pense que les difficultés économiques que connaît le pays, la nécessité qu'il y a pour le Brésil de présenter au reste*

du monde une image de démocratie, la misère que connaît notre peuple, tout cela ne supporterait pas une nouvelle « fermeture », parce qu'il n'y a plus moyen de tromper l'opinion publique, de lui faire avaler des prétextes qui feraient qu'on fermerait le pays une fois de plus. Je veux dire qu'il y a déjà eu un coup d'État en 1964, prétendument à cause d'une inflation de 90 %, des grèves et, depuis dix-huit ans de dictature, aucune réponse n'a été donnée à tout ça, pas plus qu'au chômage. Il serait donc difficile aux militaires d'expliquer les raisons d'un nouveau coup d'État et d'une nouvelle « fermeture ».

Maintenant, il faut qu'il soit clair qu'il n'y a jamais eu vraiment d'« ouverture » politique pour la classe ouvrière. Pour nous, la « fermeture » continue à exister dans la mesure où il nous est interdit de faire grève, dans la mesure où il n'y a pas de liberté syndicale, dans la mesure où les travailleurs n'ont pas le droit de négocier librement avec leurs employeurs, dans la mesure où les grèves entraînent l'inculpation des dirigeants syndicaux au nom de la loi de sûreté nationale (LSN), dans la mesure où les dirigeants syndicaux ne peuvent s'opposer à la politique économique du gouvernement sans encourir la suspension de leurs droits syndicaux... Ce qui veut dire que la « fermeture » existe déjà pour les travailleurs, ou, plus exactement, qu'il n'y a pas vraiment eu d'« ouverture ».

L'« ouverture » politique brésilienne est élitiste au sens où elle vise plutôt à montrer au monde un semblant de démocratie, alors qu'elle n'est qu'un trompe-l'œil pour nous, la majorité des Brésiliens, la classe travailleuse.

**Daniel Jebrac :** *Dans ton discours de clôture au congrès du PT de l'État de Sao Paulo, tu as défini ta propre candidature au poste de gou-*

*verneur comme une rupture avec la tradition politique populiste, électoraliste, clientélaire, de coalition avec les partis de l'« opposition large ». Tu envisages donc la campagne électorale du PT pour 1982 comme une campagne « classiste » ?*

**Luis Inacio Da Silva, « Lula » :** Avant tout, il faut insister sur le fait que le PT n'a de raison d'être que dans la mesure où il est le produit de l'organisation du mouvement populaire dans le pays, et dans la mesure où il exprime les aspirations immédiates et générales de l'ensemble de la société et en particulier de sa grande majorité, à savoir la classe travailleuse.

Pour toutes ces raisons, l'existence du PT n'a de sens que s'il se définit d'un point de vue de classe, en accord avec ses origines, dans la mesure où il représente effectivement une partie de la société qui est la classe travailleuse. Il faut que cela soit tout à fait clair, sinon on finit par créer un front entre partis qui ne correspond pas aux intérêts du parti car, dans ce cas, il n'aurait même pas été nécessaire de créer le PT, nous aurions pu tout aussi bien rester dans d'autres partis...

Cette définition de classe ne doit pas être entendue de façon étroite, au point de concevoir le PT comme fermé et de réclamer une carte professionnelle d'ouvrier pour y adhérer. Ici, nous accordons une grande valeur à ce que les gens ont dans la tête, à ce qu'ils s'engagent à faire, aux engagements qu'ils sont prêts à prendre aux côtés de la classe travailleuse, même sans être ouvriers et quelle que soit leur origine.

Maintenant, une campagne du PT n'a de sens que si elle évite aussi bien l'avant-gardisme que l'électoralisme qui recherche simplement à glaner des voix au prix de promesses trompeuses. Je crois que la campagne

du PT doit être l'occasion pour tous les participants et pour l'ensemble du parti d'aller dans les quartiers et les villages, mais pas seulement pour y tenir des meetings et y populariser le message du parti. Je pense essentiel qu'en chaque lieu où l'on va, on essaie de constituer une cellule organisée de la classe travailleuse. C'est ça l'objectif central de la campagne du parti.

**Daniel Jebrac :** *Comment penses-tu répliquer à la campagne qui ne manquera pas de se développer sur le thème bien connu des « petits partis » (encore que le PT ait plus de 300 000 affiliés), du vote dit « utile », de la division des oppositions, etc. ?*

**Luis Inacio Da Silva, « Lula » :** Ces arguments n'apparaissent pas seulement au Brésil, mais dans tous les pays, chaque fois que la classe ouvrière essaie de s'organiser par elle-même et menace le piédestal sur lequel la bourgeoisie est habituée à être installée depuis des années. D'abord, je crois que voter utile pour les travailleurs consiste à voter pour le parti avec lequel ils sont prêts à s'engager. C'est pourquoi le vote utile aujourd'hui au Brésil, c'est le vote pour le PT, si nous considérons le vote comme un choix, comme une prise de position politique fondamentale.

Sur la question de la division des oppositions, je pense qu'il existe au Brésil d'un côté des oppositions de fait et de l'autre des oppositions de droit. L'opposition de fait, c'est le PT, avec la classe travailleuse qui subit depuis longtemps les méfaits du régime capitaliste. Et l'opposition de droit, c'est la bourgeoisie qui n'est pas au pouvoir et qui lutte pour y accéder, mais sans l'intention d'y changer la moindre des choses. Elle n'a pas du tout pour but de changer les structures ni la situation sociale de la classe travailleuse.

Tandis que le PT a pour objectif concret et définitif – je crois que c’est lié à ses origines mêmes dans la classe travailleuse – les transformations conduisant à une égalité sociale qui n’existe peut-être que dans quelques pays. Et, quand nous défendons le projet d’une société juste et égalitaire, nous entendons par là qu’il n’y a pas d’autre société possible qu’une société socialiste. Notre préoccupation est de définir quel type de socialisme. Quel type de socialisme correspond aux intérêts du peuple brésilien, à ses besoins, à ses particularités.

Donc, ces *leitmotive* que les partis conservateurs vont brandir au cours de la campagne électorale (que nous sommes des diviseurs, etc.) sont toujours les mêmes, à chaque fois que la classe travailleuse cherche à conquérir son indépendance. Et nous allons mener campagne pour dire la chose suivante : que ceux qui ne veulent pas diviser la classe travailleuse viennent du côté de la classe travailleuse, avec nous...

**Daniel Jebrac :** *C’est la première fois dans ce pays qu’il y a une candidature ouvrière au poste de gouverneur d’un État, et qui plus est de l’État de Sao Paulo. Et cette candidature est menacée d’invalidation au nom de la loi de sûreté nationale (LSN). Que penses-tu de cette éventualité ?*

**Luis Inacio Da Silva, « Lula » :** C’est la première fois que se crée au Brésil un parti authentiquement dirigé par la classe ouvrière. Même le Parti communiste brésilien (PCB) n’est pas né de la classe travailleuse, il est né de la petite bourgeoisie. C’est la première fois dans l’histoire de ce pays, je crois, qu’un travailleur est candidat au poste de gouverneur, et en plus d’un État aussi important que celui de Sao Paulo. Et nous courons en effet le risque de voir ma candidature invalidée. Avec

les camarades du PT, dans la préconvention de l’État de Sao Paulo, nous avons estimé qu’il valait la peine de courir ce risque pour voir si le gouvernement aura le courage ou non d’empêcher que je sois candidat.

Je crois, et je l’ai répété à la préconvention, que ma candidature n’a de sens que s’il y a, en même temps qu’une campagne pour gagner des voix, une campagne de prise de conscience pour gagner et assumer cette victoire si nécessaire. Cela veut dire que, si nous gagnons, la base militante du parti doit nous donner les moyens d’assumer la victoire. Nous ne pouvons pas commettre purement et simplement l’erreur commise en Bolivie en 1980, de croire qu’il suffise des bulletins de vote pour renverser un régime autoritaire. J’entre donc en campagne conscient des nombreux obstacles qui nous seront opposés, mais fermement convaincu qu’il est temps de le faire et que c’est la tâche de la classe ouvrière de dénoncer ce qu’il y a à dénoncer et de dire ce pourquoi elle existe.

**Daniel Jebrac :** *Quelles chances électorales vois-tu pour le PT par rapport aux autres partis ?*

**Luis Inacio Da Silva, « Lula » :** Je crois que le PT a toutes les chances. Aucun parti ne dispose d’un aussi grand potentiel pour son message politique que le PT, qui est lié aux intérêts de la majorité de la population, la classe travailleuse. Nous devons y croire et nous mettre au travail de toutes nos forces. Voyons : Montoro, lui, est candidat depuis je ne sais combien d’années pour le PMDB, alors que notre parti vient de naître et que je n’ai jamais été candidat à rien. Pourtant, les sondages nous donnent déjà un pourcentage énorme d’intentions de vote alors que nous n’avons même pas encore commencé notre campagne, que nous n’avons le soutien d’aucun appareil,

ni de la grande presse, ni des finances... Notre force est difficile à évaluer, mais nous allons surprendre. Il n’y a qu’à attendre pour voir.

**Daniel Jebrac :** *Passons maintenant à un autre sujet. Malgré un contexte différent, il y a certaines parentés entre le PT au Brésil et Solidarité en Pologne : deux expériences de renaissance du mouvement ouvrier qui cherchent des formes démocratiques d’organisation, qui avancent des revendications de classe, qui proposent une construction à partir de la base, le contrôle sur la production et la vie sociale, etc. Quelles conclusions tires-tu du coup de force militaire qui vient d’avoir lieu en Pologne ?*

**Luis Inacio Da Silva, « Lula » :** Comparé au coup d’État de 1964 au Brésil et à l’action du gouvernement brésilien contre la classe travailleuse, le coup qui a eu lieu en Pologne est peut-être pire que celui que nous avons connu il y a dix-huit ans.

Je crois que les travailleurs polonais étaient sur la bonne voie quand ils recherchaient une forme d’organisation indépendante et aspiraient à se libérer des entraves du syndicalisme officiel et du parti unique. Si tu considères les revendications avancées par les travailleurs polonais et celles des travailleurs brésiliens, tu vois que la plupart des revendications sont similaires : ils veulent la liberté et l’autonomie pour s’organiser dans les usines, ils veulent la réduction de la durée de la journée de travail, le blocage des prix des produits de première nécessité... et ce sont là les revendications des travailleurs brésiliens.

Ce que nous regrettons profondément, c’est qu’un régime qui se prétend socialiste use des mêmes procédés qu’un régime capitaliste pour écraser les travailleurs. Mais nous ne croyons pas que le gouvernement polonais ait réussi à

anéantir Solidarité. Nous pensons que la classe travailleuse polonaise est plus forte, même si elle est sans doute plus impréparée et désorganisée que le régime qui peut compter sur les armes et les chars, alors qu'elle n'en a pas.

Mais je crois qu'il faut d'abord que Solidarité reçoive plus de solidarité du monde entier; ensuite, le gouvernement polonais ne parviendra pas à faire oublier au monde qu'est apparu un jour en Pologne une masse de travailleurs décidés à perfectionner le socialisme.

**Daniel Jebrac:** *Au cours de ta rencontre avec Lech Walesa à Rome en février 1981, tu as eu – je crois – une discussion sur la question du parti. Aujourd'hui, à la lumière des développements en Pologne, quelles conclusions pourrais-tu tirer de cette controverse ?*

**Luis Inacio Da Silva, « Lula »:** Ce qui s'est produit en Pologne doit servir de leçon au monde entier. Le camarade Lech Walesa avait une vision anti-partidaire, qu'on pouvait comprendre en fonction des particularités du pays. Mais on ne peut pas dire que leurs formes d'organisation sont exactement les mêmes que les nôtres. Mais il est prouvé que, si la classe ouvrière n'a pas une organisation politique propre, et si cette organisation politique n'a pas une proposition différente en termes de pouvoir, une proposition différente sur la façon de gouverner le pays, si tout cela n'existe pas, alors on est toujours à la remorque de l'État et du pouvoir économique.

Je crois que Lech Walesa a trop cru en la bonté du régime polonais. Je pense qu'ils paient un prix trop élevé pour la classe ouvrière, tout comme d'autres, dans d'autres pays, ont déjà

payé pour avoir cru que les choses se régleraient simplement par le biais de la négociation. Nous, travailleurs, nous avons appris de l'exemple de la Pologne qu'il faut encore plus d'organisation et encore plus de préparation à la lutte. On ne peut en rester à l'illusion que ceux qui détiennent le pouvoir renonceront à leurs privilèges et permettront que la classe travailleuse gouverne le pays.

**Daniel Jebrac:** *Est-ce que la répression en Pologne signifie pour toi une perte de confiance dans la perspective de construction du socialisme ?*

**Luis Inacio Da Silva, « Lula »:** En premier lieu, il faut qu'il soit clair que ce qui est en question en Pologne ce n'est pas le régime socialiste. Ce qui est en question, en vérité, c'est la bureaucratisation de ceux qui exercent le pouvoir. Le socialisme est important dans la mesure où le peuple doit être le sujet même du socialisme. Donc, à aucun moment les travailleurs n'ont remis en cause le socialisme. Ils ont purement et simplement mis en cause la manière d'agir du gouvernement, sa forme bureaucratique, son incapacité à en finir avec la corruption, sa façon de manipuler le syndicat officiel. C'est cela qui est en question en Pologne, et non pas le régime socialiste. Je pense que le socialisme est la seule solution valable dans le monde entier. La Pologne témoigne un peu contre cela, dans la mesure où, pour beaucoup de personnes, ce qui s'est produit n'aurait jamais dû arriver, dans la mesure où les travailleurs ne défiaient pas le socialisme, mais seulement le gouvernement polonais qui n'était pas capable de gouverner de manière socialiste.

**Daniel Jebrac:** *Ce serait donc le socialisme de type soviétique qui a été remis en cause ?*

**Luis Inacio Da Silva, « Lula »:** Le socialisme bureaucratique ne fonctionne nulle part dans le monde, parce qu'une société socialiste n'a de sens qu'avec la participation du peuple. Le syndicat Solidarité luttait dans la perspective de perfectionner le socialisme. En quoi consisterait le perfectionnement de ce régime? Ce serait le fait que les travailleurs participent au résultat de leur production. Ce serait qu'ils disposent de la liberté d'organisation, d'expression, de manifestation. Tout cela faisait partie de la plate-forme de Solidarité. Maintenant, on ne peut pas condamner un régime en fonction de la pratique d'un gouvernement. Je pense qu'à aucun moment le gouvernement polonais n'a su se conduire en conformité avec ce que devrait être un régime socialiste.

Nous assistons avec beaucoup de tristesse à ce qui se passe en Pologne parce que Solidarité stimulait la volonté de lutte de tous les travailleurs du monde.

Les secteurs conservateurs et la droite n'ont pas à se réjouir de ce qui est arrivé aux grévistes des pays socialistes. Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que cela arrive avec beaucoup plus d'évidence encore dans nos pays capitalistes. Il suffit de voir ce qui se passe au Salvador, au Guatemala, ce qui est arrivé au Brésil en 1964, au Chili en 1973, en Argentine, au Paraguay, en Uruguay, et ainsi de suite. Dans les pays capitalistes, nous avons assisté à des menées infiniment plus agressives contre les peuples.

Sao Paulo, lundi 25 janvier 1982

*Inprecor* n° 120 du 8 mars 1982